

BACCALAURÉAT TECHNOLOGIQUE
SCIENCES ET TECHNOLOGIES DE LA GESTION
TOUTES SPÉCIALITÉS

SECOND GROUPE D'ÉPREUVES

Session 2007

ÉPREUVE ORALE D'ÉCONOMIE – DROIT

Temps de préparation : 20 minutes.

Durée de l'épreuve : 20 minutes.

Aucun document n'est autorisé. Les calculatrices sont interdites.

Sujet n° 7EDT12

A partir du document fourni en annexe, vous traiterez les questions qui suivent :

1. Expliquez les principes de calcul de l'inflation.
2. Listez les raisons évoquées dans le document qui expliquent la différence entre l'inflation telle qu'elle est mesurée en France et telle qu'elle est perçue par les ménages.
3. Présentez les conséquences de l'inflation sur l'activité économique.

ANNEXE

Les consommateurs seraient-ils victimes d'une illusion collective ? Si c'est le cas, elle est durable : depuis bientôt cinq ans, chaque mois, ils déclarent aux enquêteurs percevoir un rythme d'inflation nettement supérieur à celui que mesurent les très nombreux relevés de prix de l'Insee (113 000 chaque mois) qui servent à calculer l'indice des prix à la consommation. Ce décrochage s'est fortement accentué lors du passage à l'euro (janvier 2002) et s'est, depuis, stabilisé à un niveau élevé en France comme dans tous les pays passés à la monnaie européenne [...]
Comment expliquer ce divorce entre mesure et perception ? [...]

La faute à l'euro ?

Changer de monnaie perturbe les échelles de référence [...] Le passage à l'euro n'a pas dérogé à la règle. Les producteurs, aussi bien que les commerçants en ont profité pour améliorer quelque peu leurs marges, notamment dans l'alimentation [...]

Mais, normalement, il ne s'agit là que d'une situation transitoire. La concurrence finit par faire son œuvre, d'autant plus vite que les consommateurs s'accoutument à l'euro. Et c'est bien ce qui s'est passé, affirme l'Insee, en désaccord avec les convictions des consommateurs. Plusieurs facteurs expliquent cet écart de perception.

D'abord, les consommateurs évaluent la hausse des prix à partir d'un nombre limité d'articles achetés fréquemment : produits alimentaires, carburants, loyers. Lesquels, surtout ces deux derniers postes, ont beaucoup augmenté. Mais le coût de la vie se compose, pour deux tiers, d'autres dépenses, qui ont augmenté bien moins vite.

Ensuite, depuis quelques années, le mode de vie a beaucoup évolué. Des nouveaux biens et services ont fait leur apparition, l'importance sociale des marques de vêtements s'est accentuée. La diffusion rapide de ces nouveaux courants de consommation suscite un sentiment de privation chez tous ceux qui n'y ont pas accès ou qui y accèdent moyennant des privations accrues dans d'autres domaines, même si le pouvoir d'achat mesuré par les indices ne baisse pas. Une perception accentuée par le renchérissement des loyers, du chauffage et des déplacements.

Dans les deux cas, l'euro a contribué à brouiller la visibilité de ces évolutions : faute d'avoir bien pris la mesure du coût de ces nouvelles dépenses, des ménages se sont heurtés au « mur » de la contrainte budgétaire, constatant par exemple qu'ils n'avaient plus d'argent le 15 du mois, au lieu du 20 antérieurement [...]

La faute à l'indice ?

Et si le mode de calcul retenu par l'Insee sous-estimait la hausse des prix ? Le soupçon n'est pas nouveau. Il s'appuie sur trois critiques. D'abord, on l'a vu, la différence peut être considérable entre la hausse constatée sur certains produits d'usage courant et l'indice d'ensemble. Mais on ne peut généraliser un constat limité. Dans l'indice des prix à la consommation, l'alimentation ne pèse que 17,2% : déduire de l'évolution des prix des produits alimentaires le rythme d'ensemble de la hausse des prix revient à ne prendre en compte qu'un sixième de la réalité. Certes, pour certains ménages, le poids de l'alimentation est nettement plus lourd dans leurs dépenses. Mais il faut alors préciser que, si vie chère il y a, elle concerne la fraction la plus pauvre de la population, pas les autres.

Ensuite, il y a l'effet qualité. Si le riz ordinaire est remplacé en rayon par du riz précuit, l'Insee procède à de savants calculs pour séparer, dans la hausse du prix du riz, ce qui relève d'une amélioration de qualité et ce qui constitue une hausse des prix à qualité constante [...]

La troisième critique a été avancée par les centres Leclerc : le rapprochement des deux indices Insee des prix à la consommation et de l'évolution du revenu des ménages ne reflète pas la « vraie » évolution du pouvoir d'achat. Il faut pour cela calculer un « revenu libre », celui qui reste une fois que le ménage a acquitté toutes les sorties d'argent auxquelles il ne peut échapper : loyer et charges liées (chauffage, eau, charges locatives), assurances obligatoires, transports collectifs, mais aussi remboursement de crédits. [...]

La mesure de l'inflation est chose trop importante pour en faire un produit de marketing qu'il soit commercial ou politique. Cette mesure conditionne en effet de nombreuses décisions publiques comme privées, en matière de salaires, de décisions d'achat, d'investissement, d'épargne.... Elle influe donc notablement sur l'activité économique dans son ensemble. Pour apprécier les évolutions globales, pour tous les produits et tous les ménages, l'indice Insee reste encore le meilleur juge de paix.

**Extraits de « la vie chère : entre réalité et illusion » Denis Clerc Alternatives économiques
Hors série L'état de l'économie 2006**